LES COLLECTIONS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

RESISTANCE

«NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES LE CIRCULER»

Dossier réalisé dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2022





Le 5 mai 1945, Pierre Serge Choumoff, détenu du camp annexe de Gusen, est revenu au camp central au moment de la libération, dont il est à la fois un acteur et un témoin.

« Lorsque nous avons appris l'entrée des premiers Américains, il y avait une très grande excitation sur la place d'appel. Je me rappelle m'être rendu vers la porte principale avec plusieurs compagnons français pour récupérer des armes dans la *Kommandantur*. Je me suis ensuite retrouvé dans la cour des garages et j'ai vu un groupe de prisonniers, pour l'essentiel des Espagnols, qui s'apprêtait à décrocher l'aigle. J'ai posé mon fusil et je me suis joint à eux. Je voulais participer activement à cette action symbolique. Je me rappelle qu'il a fallu s'y reprendre à plusieurs fois et forcer sur la corde. Puis l'aigle est tombé et s'est fracassé au sol. Sur la photographie qui a été prise alors, je me suis reconnu à droite sur l'image. Je portais alors une bande de tissu rayé cousu dans le dos et sur la jambe, signes distinctifs des détenus de Gusen. »

Témoignage de Pierre Serge Choumoff, publié dans *La part visible des camps*. *Les photographies du camp de concentration de Mauthausen*, Tirésias, 2005.

LES RESSOURCES DU MRN POUR LE CNRD

Comme chaque année, le Musée de la Résistance nationale met en ligne sur son site des ressources pour préparer le CNRD. Il organise des rencontres à destination des enseignants et des élèves qui préparent le concours et propose sur son site d'exposition permanente à Champigny des visites et des ateliers en lien avec le thème 2022 du CNRD (en partenariat avec les Archives départementales du Val-de-Marne). Pour plus d'informations, consulter l'espace dédié du site du MRN:

www.musee-resistance.com

Comme chaque année, le MRN met à disposition du réseau Canopé ses ressources et contribue à la réalisation du dossier documentaire mis en ligne sur le portail national du CNRD.

Pour accéder au portail national du CNRD: www.reseau-canope.fr/cnrd









Dans l'après-midi du 5 mai 1945, des déportés libérés de Mauthausen et des camps annexes abattent l'aigle hitlérien au-dessus de l'entrée des garages SS du camp central (Musée de la Résistance nationale)

Bulletin publié par le Musée de la Résistance nationale (MRN)

Réalisé par: Éric Brossard, agrégé d'histoire, professeur au collège Jean Wiener à Champs-sur-Marne, professeur relais au MRN, et Thomas Fontaine, docteur en histoire, directeur du MRN.

Avec le concours de: Xavier Aumage et Manuel Mingot, archivistes du MRN; Anna Cretu, chargée des projets culturels et pédagogiques du MRN

Directeur de publication: Jean-Claude Emorine
Graphiste: Olivier Umecker
Imprimé par Agefim
Musée de la Résistance nationale
Espace Aimé Césaire
40 quai Victor Hugo
94500 Champigny-sur-Marne
www.musee-resistance.com

Duplication autorisée et conseillée. Version téléchargeable sur le site du MRN, rubrique « pédagogie », sous-rubrique « CNRD ».

Enjeux et perspectives

SOMMAIRE

4 – 5

La lente progression des Alliés en Italie

6 – 7

Les répressions du printemps 1944

8 - 9

Les déportations du printemps 1944

10 - 11

Les débarquements en France

12 - 13

Le déchaînement de la violence durant l'été 1944

14 – 15

Déporter encore et toujours

16 – 17

Continuer la guerre Combattre au côté des Alliés

18 - 19

La guerre encore en France

20 – 21

Le délitement du système concentrationnaire

22 – 23

Vers la victoire

24 - 25

La découverte des camps

26 – 27

Rapatrier les absents

<u> 28 – 29</u>

Célébrer la victoire

30 – **31**

Le souvenir de la guerre

32

« Nous aurons fait quelque chose pour l'homme »

Entre le printemps 1944 et le printemps 1945, la Seconde Guerre mondiale s'achève en Europe dans un déchaînement de violences.

En 1944, l'Allemagne nazie est sous pression. Les Soviétiques reconquièrent le terrain perdu depuis 1941, les Anglo-Américains progressent lentement en Italie mais leurs bombardements aériens sur l'Allemagne s'intensifient. La perspective d'un débarquement en France conduit au durcissement de la répression allemande contre toute forme de résistance. Les populations des territoires occupés deviennent des cibles potentielles à l'Ouest comme elles l'ont été à l'Est. Les exécutions continuent, mais la plupart des résistants arrêtés sont dorénavant déportés vers les camps de concentration. La déportation des Juifs se poursuit, vers le camp d'Auschwitz-Birkenau, devenu l'épicentre de l'extermination génocidaire.

L'été 1944 est un tournant. Le débarquement anglo-américain en Normandie ouvre un nouveau front, tandis que les Soviétiques lancent une grande offensive à l'Est. À la fin de l'automne, les troupes alliées sont aux frontières de l'Allemagne. L'engagement dans la guerre totale permet au régime nazi de mobiliser de nouvelles forces, tant humaines que matérielles, mais l'issue de la guerre semble à présent inéluctable.

Pourtant, jusqu'au bout, l'Allemagne nazie refuse la défaite et entraîne l'Europe un peu plus vers le chaos. Les injonctions d'Hitler et l'obéissance des dirigeants politiques et militaires allemands prolongent la guerre et augmentent le nombre des victimes de part et d'autre. Les combats sont très durs, en particulier à l'Est. Les détenus du système concentrationnaire, où se mêlent les déportés de répression et les rescapés du génocide, doivent subir les marches d'évacuation ou attendre une libération incertaine dans des camps devenus des mouroirs.

La progression inexorable des Alliés, le suicide d'Hitler et l'isolement des dernières forces allemandes conduisent à la reddition de l'Allemagne nazie le 7 mai 1945 à Reims, transformée en capitulation sans condition le lendemain à Berlin.

Étudier la fin de la guerre entre le printemps 1944 et le printemps 1945, c'est d'abord mesurer le coût humain du conflit et les sacrifices consentis pour y mettre un terme. Soldats soviétiques tombés dans les plaines de l'Ukraine ou dans les marais de Biélorussie, Gl's tués sur les plages ou dans les chemins creux de Normandie, civils victimes des combats et des bombardements, résistants fusillés au Mont-Valérien ou torturés à mort par la Gestapo, maquisards exécutés des Glières ou du Vercors, déportés de répression décédés du fait des coups et des mauvais traitements dans un camp de concentration, Juifs de tous âges assassinés dans les chambres à gaz de Birkenau, tous rappellent la dimension catastrophique et destructrice de la Seconde Guerre mondiale et de la domination nazie sur l'Europe. L'on peut se remémorer les propos du général Eisenhower après sa découverte du camp d'Ohrdruf le 12 avril 1945: « On nous dit que le soldat américain ne sait pas pourquoi il se bat. Maintenant, au moins, il saura contre quoi il se bat.»

Plongés dans un abîme qui a remis en cause les fondements mêmes de l'espèce humaine, les vainqueurs, comme les vaincus, ont dû tenter de rebâtir un monde sur de nouvelles bases, capable d'éviter une autre guerre mondiale, de garantir la paix et la prospérité pour tous les êtres humains. Si le bilan après trois quarts de siècle reste incertain alors que les affrontements demeurent sous une forme ou une autre et que l'humanité a fragilisé la planète sur laquelle elle vit, il reste nécessaire de se rappeler ce moment où, confrontés au pire, des hommes et des femmes épris de liberté et de justice, ont cru en un monde meilleur et ont accepté de payer le prix du sang et des larmes pour qu'eux ou leurs enfants puissent le connaître. Soyons fidèles à leurs espoirs. Ils demeurent plus que jamais notre héritage et notre horizon communs.

LA LENTE PROGRESSION DES ALLIÉS EN ITALIE

La victoire de Stalingrad en février 1943 montre que l'Armée allemande n'est pas invincible. Cependant, Staline fait savoir à Roosevelt et à Churchill qu'il attend de ses alliés l'ouverture d'un nouveau front en Europe afin de soulager les Soviétiques.

Les États-Unis et le Royaume-Uni répondent d'abord par l'intensification des bombardements aériens sur l'Allemagne destinés à affaiblir les capacités de l'industrie d'armement allemande et à briser le moral de la population. Le débarquement anglo-américain en Sicile le 10 juillet 1943 correspond davantage aux attentes de Staline. La supériorité aérienne des Alliés permet une progression rapide des troupes terrestres. La chute et l'arrestation de Mussolini le 25 juillet entraînent le désengagement des Italiens et accélèrent la retraite des troupes allemandes qui passent en Italie continentale avec l'essentiel de leurs matériels. Le 8 septembre, le nouveau gouvernement italien dirigé par Badoglio signe l'armistice avec les Alliés, qui débarquent le lendemain au sud de Naples.

La guerre en Italie semble tourner à l'avantage des Alliés, mais les Allemands réagissent. Mussolini est libéré le 12 septembre par un commando aéroporté puis réinstallé au pouvoir en Italie du Nord à la fin du mois. Le nouvel État fasciste est totalement inféodé à son protecteur nazi et les Allemands se comportent dorénavant en Italie comme en pays conquis. Après la déclaration de guerre du gouvernement Badoglio à l'Allemagne le 13 octobre, les Allemands désarment et font prisonniers des centaines de milliers de soldats italiens considérés dorénavant comme des ennemis.

Le nouveau débarquement, au sud de Rome, le 9 septembre, n'a pas le succès escompté. Les Alliés peuvent libérer le sud de l'Italie mais butent sur la ligne de défense allemande – la ligne Gustave – qui barre la route vers la capitale italienne.

Si la priorité est donnée à un débarquement en France lors de la conférence interalliée de Téhéran fin 1943, le front italien n'est pas négligé pour autant. Le verrou du dispositif allemand se trouve au Monte Cassino. Entre janvier et mars 1944, les Anglo-Américains lancent plusieurs attaques, au sol et dans les airs, sans parvenir à rompre les défenses allemandes. En avril 1944, une affiche diffusée en France occupée se moque de la lenteur de l'avancée alliée dans la péninsule, qu'elle compare à la

vitesse de l'escargot.

La situation change en mai. Sur proposition du général Juin, chef du corps expéditionnaire français constitué à partir d'éléments de l'armée d'Afrique, une manœuvre de contournement est opérée par les goumiers marocains au travers de montagnes réputées infranchissables. Attaquée parallèlement par les Polonais, la position du Monte Cassino est enfin conquise. La ligne Gustave est percée. Le 4 juin, les Alliés entrent dans Rome, abandonnée par les Allemands.

Soldats nord-africains du corps expéditionnaire français sur le front italien, hiver 1943-1944 (Musée de la Résistance nationale)







Défense de la France, nº 37, 3 septembre 1943 (Musée de la Résistance nationale)

F O C U S

LA PROGRESSION SOVIÉTIQUE SUR LE FRONT EST

En juillet 1943, les Allemands lancent l'opération Citadelle destinée à leur redonner l'avantage. Malgré les moyens considérables engagés, c'est un échec. Les Soviétiques sont parvenus à bloquer l'attaque au prix de pertes très importantes.

La contre-offensive soviétique lancée au même moment parvient à percer les défenses allemandes. L'Armée rouge progresse sans discontinuer. La région industrielle de Kharkov est reprise fin août, le Dniepr est atteint fin octobre, Kiev est libéré le 6 novembre.

Après une pause liée à une contre-attaque allemande, la progression soviétique reprend fin décembre et s'interrompt en avril 1944, après la libération de la plus grande partie du territoire soviétique: la Biélorussie, l'Ukraine, la Crimée ont été reconquises; la frontière de l'URSS est franchie en Roumanie et en Pologne. Le succès soviétique est facilité par les débarquements alliés en Italie qui empêchent les Allemands de dégarnir le front Ouest. En outre, les réserves en hommes et les capacités de production d'armement de l'Armée rouge semblent inépuisables malgré les coups portés par les Allemands. L'avantage est à présent passé du côté soviétique: les troupes de l'Armée rouge sont mieux organisées, mieux armées, plus efficaces qu'en 1941; la défaite allemande semble n'être dorénavant qu'une question de temps et d'acceptation des sacrifices nécessaires pour y parvenir.

TÉMOIGNAGE - Une infirmière française sur le front d'Italie

«Une fois sur le front on travaillait par petits groupes. Nous nous déplacions le plus souvent en convoi de cinq ambulances. Nous allions chercher avec notre ambulance les blessés qui avaient été ramassés par les infirmiers sur le champ de bataille, puis nous les ramenions dans un hôpital de campagne, constitué de tentes, où ils étaient opérés par les chirurgiens. [...] Il nous fallait à la fois aller vite et doucement pour ne pas secouer ou bousculer nos blessés. Nous devions faire très attention sur les routes défoncées, on avait toujours peur de leur faire mal, sans parler des mines, qui étaient normalement marquées par des signes, que nous devions éviter. On pensait souvent à leur famille, ils étaient si jeunes, on leur parlait pour les réconforter. [...] Peu importait la nationalité des soldats que nous ramassions, un blessé était un blessé, même s'il était allemand, nous leur devions tous assistance. »

Témoignage d'Huguette Civet, née en 1920 (site www.vrid-memorial.com)

LES RÉPRESSIONS DU PRINTEMPS 1944

Le 1er décembre 1943, Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande du Reich, constate dans son journal qu'à l'Ouest, « tout bouillonne », qu'une partie de la jeunesse française prend le maquis et qu'il faut se préparer, comme à l'Est, à une « guerre de partisans ». Face à la perspective de plus en plus probable d'un débarquement allié à l'Ouest, la répression doit user de méthodes de moins en moins « légales » et de plus en plus « expéditives », qui vont être accélérées par l'arrivée de nouveaux cadres policiers ayant agi de manière violente sur le front de l'Est.

En Italie, où les Alliés ont mis le pied depuis 1943, des massacres contre les populations civiles ont déjà commencé dans les zones d'opérations militaires. En France, dès janvier 1944, des unités spéciales sont affectées pour sécuriser des territoires et les « nettoyer » des maquis. Quatre grandes opérations militaro-policières sont organisées : l'action « Korporal » dans l'Ain, entre le 5 et le 13 février 1944; l'attaque du plateau des Glières, fin mars 1944; l'action « Brehmer » (du nom du général qui la dirige) en Dordogne et en Corrèze entre le 25 mars et le 15 avril; enfin l'action « Frühling » (Printemps) dans l'Ain et le Jura, du 7 au 18 avril.

La population civile n'est désormais plus épargnée, accusée d'être le soutien de la Résistance. Le 3 février 1944, l'ordonnance « Sperrle » marque un tournant : elle donne l'ordre à la troupe de répliquer en ouvrant le feu en cas d'attaque « terroriste ». Les maisons abritant les « partisans »

Voici la preuve Si des Français pillent, volent, sabotent et tuent... Ce sont toujours des étrangers qui les commandent. des chômeurs Ce sont toujours et des criminels professionnels qui exécutent. Ce sont toujours des juifs qui les inspirent. C'est L'ARMÉE DU CRIME contre la France Le Banditisme n'est pas l'expression du Patriotisme blessé, c'est le complot étranger contre la vie des Français et contre la souve-raineté de la France. C'EST LE COMPLOT DE L'ANTI-FRANCE!. C'EST LE RÊVE MONDIAL DU SADISME JUIF... **ÉTRANGLONS-LE** AVANT QU'IL NOUS ÉTRANGLE NOUS, NOS FEMMES ET NOS ENFANTS!

Tract de la propagande allemande reprenant le visuel et l'argumentaire de l'Affiche rouge, mars 1944 (Musée de la Résistance nationale)

doivent être incendiées. Le 4 mars 1944, un nouvel ordre prescrit que les francs-tireurs capturés armés doivent être fusillés et non plus livrés aux tribunaux militaires. Tous ceux qui ne sont pas pris en flagrant délit doivent être condamnés à mort, lors de procès expéditifs, et rapidement exécutés. Lors de chaque opération répressive, des résistants et/ou des notables locaux sont abattus et des dizaines d'autres sont arrêtés et rapidement déportés vers le système concentrationnaire. Des enrôlements de force pour le travail obligatoire sont également opérés.

La radicalisation répressive précède donc largement le débarquement de Normandie. Les Allemands peuvent compter sur l'appui des forces de répression de l'État français. La Milice, dirigée par Joseph Darnand, dont l'influence est devenue prépondérante, est à l'origine de nombreuses exactions.

■ F O C U S DES MÉTHODES ÉPROUVÉES SUR LE FRONT EST

Dès le début de l'offensive allemande, des groupes de partisans se constituent à l'arrière des lignes allemandes. La lutte contre les partisans est d'emblée brutale, malgré une menace qui reste limitée dans les premiers mois. Ces mesures prises sont justifiées par la « sécurité des troupes », par la « nécessaire pacification » des territoires conquis et par des considérations idéologiques. La guerre à l'Est est pour les Allemands une « guerre d'extermination » (Vernichtungskrieg). Ainsi, les massacres perpétrés par les Einsatzgruppen participent à la mise en œuvre de l'extermination des Juifs mais sont aussi commis au prétexte de la lutte contre les partisans (« Le Juif est le partisan »).

Face à la montée en puissance des partisans en 1942, les Allemands organisent de grandes opérations de répression qui visent tout autant les combattants que les civils, suspectés de leur venir en aide. La violence s'accroit encore en 1943 lorsque des régions entières sont vidées de leurs habitants. Les massacres et les destructions de villages sont des pratiques courantes – la Biélorussie compte à elle seule 628 « villages brûlés » – mais les partisans et les civils capturés sont dorénavant déportés pour servir de main-d'œuvre dans les camps et usines du Reich. La lutte contre les bandes fait plusieurs centaines de milliers de morts, presque tous des civils non armés.



Circulaire de recherche de la Direction générale de la Police nationale, 24 mars 1944 (Musée de la Résistance nationale)

Photographie de résistants de Côte d'Or prise avant leur exécution, Lantilly, 25 mai 1944 (Musée de la Résistance nationale)



TÉMOIGNAGE - La rafle de Brénod (Ain)

Le 5 février, près de Brénod (Ain), une unité allemande intervenant dans le cadre de l'opération « Korporal » a un accrochage avec un groupe de maquisards. Le lendemain, les Allemands reviennent et cernent le village.

«[Des soldats] frappent aux portes des maisons et invitent les hommes à se rendre à un contrôle d'identité. De place en place des sentinelles surveillent le bon déroulement des opérations. [...] Après un interrogatoire rapide destiné à confirmer l'identité et des questions visant à obtenir des renseignements sur les membres de la Résistance, leur refuge et leurs actions [...], deux groupes sont formés et séparés. Le groupe des personnes les plus âgées (plus de 45 ans) et les plus jeunes (moins de 16 ans) est remis en liberté. Le reste, dont les pièces d'identité demeurent entre les mains des Allemands, comporte 23 hommes de 18 à 45 ans auxquels le chef de l'opération s'adresse en disant à peu près ceci: « Vous avez voulu la guerre. Vous avez la guerre. Votre village brûle. Nous prenons ce groupe en otage. Il y a beaucoup de travail pour vous en Allemagne!». [...]

Le 6 février 1944, 24 hommes et 2 femmes sont arrêtés à Brénod. Le 8 février, 4 gendarmes et 2 autres habitants du village le sont également. Tous sont emmenés à Lyon, avant d'être déportés. 13 meurent en déportation.

Témoignage de Georges Petit-Jean, habitant de Brénod, arrêté et déporté à Mauthausen (site des Amis du Musée de la Résistance de Nantua: www.resistance-ain-jura.com)

LES DÉPORTATIONS DU PRINTEMPS 1944

Pour améliorer l'efficacité de leur appareil répressif, les Allemands réorganisent les lieux de détention qu'ils contrôlent. Fin 1943, le fort de Romainville est vidé de ses détenus masculins, transférés à Compiègne. Le fort devient le camp de transit pour plus de 2300 femmes déportées à Ravensbrück entre avril et août 1944, alors que Compiègne devient le point de départ des hommes envoyés en camp de concentration.

De mars au 6 juin 1944, la Sipo-SD organise six grands convois d'hommes depuis Compiègne, pour Mauthausen, Buchenwald et Neuengamme, ainsi que deux importants transports de femmes depuis le fort de Romainville. Ces convois déportent les résistants, les communistes détenus dans les prisons de Vichy et les victimes des rafles de représailles. Les détenus sont affectés immédiatement aux *Kommandos* extérieurs travaillant pour l'économie de guerre, notamment pour la construction d'usines souterraines dans le cadre du programme « Kammler ». Le convoi du 27 avril 1944 arrive à Auschwitz mais les déportés, tatoués à leur entrée dans le camp, repartent peu après pour Buchenwald, avant d'être dispersés dans des *Kommandos* de ce camp et de celui de Flossenbürg.

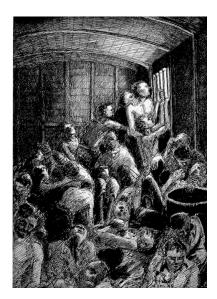
Ces convois sont de plus en plus importants: 1200 déportés en mars, plus 2000 en mai, au total plus de 10500 déportés. Les objectifs se complètent: accroître la répression, vider les camps et les prisons afin de

réorganiser leur gestion et fournir un nouveau contingent de travailleurs forcés à exploiter dans le système concentrationnaire. Près de la moitié des déportés ne reviennent pas de déportation.

Parallèlement, la Sipo-SD poursuit la déportation des Juifs de France. Entre janvier et mai 1944, dix convois sont constitués, tous à destination d'Auschwitz, sauf celui du 15 mai dirigé vers Kaunas, en Lituanie, et Tallin, en Estonie. Les Juifs qui ont pu échapper aux arrestations sont traqués. Les enfants dont les parents ont été déportés sont raflés dans les foyers qui les ont accueillis, le plus souvent avec le personnel qui les encadre. C'est le cas de 44 enfants et de 7 éducateurs de la Maison d'Izieu dans l'Ain, arrêtés sur ordre de Klaus Barbie, le chef de la Sipo-SD de Lyon. Ils sont intégrés aux convois qui quittent la France dans les semaines suivantes. Au total, près de 12000 Juifs sont déportés entre janvier et mai 1944. La plupart d'entre eux sont assassinés dès l'arrivée.

Billet jeté du train à destination de Dachau par Louis Bavay le 18 juin 1944

(Musée de la Résistance nationale) Né en 1922, Louis Bavay est arrêté comme FTP le 26 septembre 1943 et interné à la centrale d'Eysses le 1er janvier 1944. Il fait partie des 1 100 prisonniers livrés aux Allemands et déportés à Dachau. Son billet est ramassé par un anonyme et transmis à sa mère.



«Le transport », dessin d'Auguste Favier, daté du 16 décembre 1943, extrait de Buchenwald. Scènes prises sur le vif des horreurs nazies, 78 planches dessinées par Auguste Favier, Pierre Mania et Boris Taslitsky, 1946 (Musée de la Résistance nationale)

■ F O C U S L'EXTERMINATION DES JUIFS DE HONGRIE

La Hongrie, alliée de l'Allemagne nazie, mène une politique antisémite qui ne concerne que les Juifs étrangers considérés comme apatrides: 18 000 sont livrés aux Allemands à l'été 1941; presque tous sont assassinés. Quand le gouvernement hongrois envisage une paix séparée en mars 1944, les Allemands occupent la Hongrie, installent un gouvernement plus favorable et imposent la mise en œuvre de la « Solution finale ».

À partir de mai 1944, et en seulement huit semaines, près de 430000 Juifs sont déportés à Auschwitz-Birkenau. La plupart sont gazés dès leur arrivée. À partir d'octobre, dès l'arrivée au pouvoir du parti des Croix fléchées, des milliers de Juifs de Budapest sont exécutés sur les rives du Danube et dans le nouveau ghetto, tandis que des dizaines de milliers d'autres sont contraints au travail forcé sur la frontière austro-hongroise. Au total, sur les 820000 Juifs que comptaient la Hongrie, du fait de l'annexion de certaines régions de Slovaquie, de Roumanie et de Yougoslavie, près de 565000 ont été assassinés.



« Gusen II: au tunnel », dessin de Bernard Aldebert (1909-1974), publié dans Chemin de croix en 50 stations. De Gusen II en passant par Buchenwald, Mauthausen, Fayard, 1946 (Musée de la Résistance nationale)

TÉMOIGNAGE - Déportée de Romainville

« En ce soir de départ, nous nous étions toutes mises d'accord pour que sitôt les portes [des chambrées] fermées, au signal convenu, nous entonnerions toutes des chants patriotiques, chants formellement interdits. [...] Trois coups frappés par Tonio, les premières notes de *La Marseillaise* s'élevèrent, puis ce fut *Le Chant du départ*, puis *La Marche lorraine*. Les sentinelles tirèrent des coups de feu en l'air, les Boches aboyèrent des ordres sous nos fenêtres, rien n'y fit, nos chants continuèrent tard dans la nuit. C'était un dernier adieu à Paris, à la France...

Le lendemain matin, 13 mai 1944. Le rassemblement eut lieu dans la cour. [Les gardes allemands] firent l'appel des noms et au fur et à mesure, nous sortions des rangs, rendions nos plaques [...]. Bientôt, les camions arrivèrent, nous montions par ordre alphabétique, nous étions séparées de nos amies, mais avec Madeleine, nos noms se suivant, nous restâmes ensemble, nous étions heureuses. À chaque départ de camion, nous chantions: «ce n'est qu'un au revoir mes frères...» [...]. On arriva à la gare de triage de Pantin. [...] Nous étions 65 par wagon. Celui où nous nous trouvions avait des banquettes de bois de chaque côté, ainsi qu'au milieu. Deux petites ouvertures grillagées de barbelés donnaient un peu d'air, une tinette était placée au centre. Après nous avoir comptées plusieurs fois, les portes furent cadenassées. [...] Il était environ 10 heures du matin, la journée se passa en manœuvre sur les voies. La chaleur devenait intense, la sueur nous ruisselait du corps, car le soleil dardait ses rayons sur le toit de nos wagons et nous aspirions à la nuit. [...]. La Croix-Rouge française nous avait fait remettre avant le départ un colis. [...] Enfin, vers 6 h du soir, le train s'ébranla définitivement. »

Témoignage de Simone Rohner, *En enfer*, *9 février 1944 - 8 mai 1945*, Michel El Baze, 1988 (rédigé en 1945, au retour de déportation)

LES DÉBARQUEMENTS EN FRANCE



Tract diffusé par l'aviation pour prévenir la population du débarquement en Normandie et des risques liés aux combats et aux bombardements, juin 1944 (Musée de la Résistance nationale)



Brochure Le débarquement dans le sud de la France 15 août-15 septembre 1944, Office français d'édition, 1945 (Musée de la Résistance nationale)

Le 6 juin 1944, les troupes alliées débarquent en Normandie (opération « Overlord »). 150 000 hommes parviennent à tenir cinq secteurs de la côte normande. La riposte allemande est rendue plus difficile par le contrôle des airs par l'aviation alliée et par l'action de la Résistance (sabotage du réseau ferroviaire – plan Vert – et des locomotives – plan Grenouille –). Cependant, la progression des troupes anglo-américaines reste lente. Les combats sont violents, aucun des adversaires ne voulant céder dans une bataille qu'ils savent décisive. Bayeux est libéré le 7 juin, mais Cherbourg ne l'est que le 26 et Caen reste occupé jusqu'au 19 juillet. L'élargissement de la tête de pont, l'arrivée de nouvelles unités et un appui aérien déterminant permettent aux Alliés de percer le front allemand à partir de la fin juillet. Leurs troupes avancent rapidement en Bretagne vers l'ouest (mais Brest n'est prise que le 18 septembre) et au nord de la Loire vers l'est (Le Mans est libéré le 9 août, Orléans le 16).

La bataille de Normandie s'est traduite par des pertes considérables dans chaque camp. Les Alliés comptent 41000 morts, 16000 disparus et 200000 blessés, les Allemands 60000 morts et 140000 blessés. 210000 soldats allemands ont été faits prisonniers.

Le 15 août 1944, un nouveau débarquement a lieu en Provence (opération « Dragoon »). En trois jours, près de 160 000 hommes s'emparent d'un secteur entre Cannes et Toulon. L'armée B, commandée par le général de Lattre de Tassigny, constitue l'essentiel des troupes. Treize jours seulement après le début de l'opération, la Provence est libérée.

Avec le soutien de la Résistance, les troupes débarquées progressent rapidement au travers des Alpes et de la vallée du Rhône. Gap est libéré le 20 août, Grenoble le 22, Toulon le 23, Nice le 28, Marseille le 29, Lyon le 3 septembre. En revanche, les Allemands s'accrochent dans certains secteurs de la frontière franco-italienne.

Le 12 septembre, à Nod-sur-Seine, en Côte-d'Or, une unité de la 2° DB débarquée en Normandie fait sa jonction avec une unité de la 1^{re} DFL débarquée en Provence. Le piège s'est refermé sur les forces allemandes qui n'ont pu remonter à temps du sud-ouest de la France.

La progression alliée a été tellement rapide – près de quatre mois d'avance sur les prévisions au sud – que l'intendance ne suit plus: les munitions et le carburant manquent. Les Allemands en profitent pour renforcer leurs défenses et tenter de couper la route vers l'Allemagne, mais la bataille des Vosges (25 septembre-18 octobre) puis l'offensive vers le Rhin (14 novembre-5 décembre) parviennent à percer les lignes allemandes au prix de pertes importantes. Mulhouse est libéré le 21 novembre et la 2° DB entre dans Strasbourg le 23. •

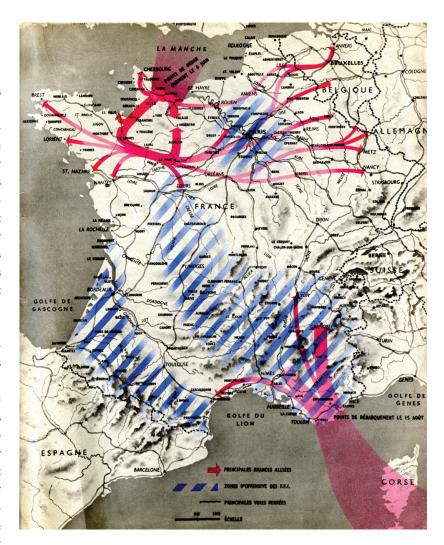
F O C U S

L'OPÉRATION « BAGRATION » SUR LE FRONT EST

Sur le front Est, le 22 juin 1944, trois ans après l'attaque allemande contre l'URSS, les Soviétiques lancent l'opération « Bagration », du nom d'un général géorgien ayant combattu Napoléon, célébré par Tolstoï dans *Guerre et paix*. Les forces soviétiques, placées sous le commandement du maréchal Joukov, disposent d'un avantage militaire considérable sur celles de leur adversaire: 2,3 millions d'hommes contre 800 000, 4000 blindés contre 500, 6500 avions contre 800 et 24000 canons contre 8500.

Lancée au travers de la Biélorussie, l'offensive soviétique contraint les Allemands à la retraite malgré les injonctions d'Hitler à ne pas reculer. En un mois, près de 300000 Allemands sont tués ou capturés. Pour renforcer leurs défenses et ralentir la progression soviétique, le nouveau commandant allemand, Walter Model, prélève des troupes sur le front Sud. Les Soviétiques en profitent pour attaquer dans ce secteur et avancer rapidement en Pologne. Le 24 juillet, l'Armée rouge est à Lublin. Le 15 août, elle atteint la Vistule. Elle n'entre pas dans Varsovie et laisse les Allemands réprimer le soulèvement lancé par la résistance noncommuniste qui devait, comme à Paris au même moment, accélérer la libération de la ville.

Malgré la déroute subie par l'Armée allemande, l'opération « Bagration » n'est pas décisive. Les Allemands parviennent à puiser dans leurs dernières réserves et prolongent la guerre pendant encore quelques mois, au prix de lourdes pertes.



Les opérations militaires en France (juin-octobre 1944), carte publiée dans La bataille de France, 1944 (Musée de la Résistance nationale)

TÉMOIGNAGE - Le général Leclerc de retour en France

« Comment vous dépeindre notre émotion lorsque nous avons remis le pied sur le sol de la patrie. Ce sol, nous le quittions il y a quatre ans, laissant la France sous la botte de l'ennemi, avec tout ce que cela représente pour chacun d'entre nous. Nous rentrons aujourd'hui, nous rentrons en combattants, après avoir lutté pendant quatre ans derrière le général de Gaulle. Nous retrouvons les visages de nos compatriotes qui nous saluent avec enthousiasme au milieu de leurs ruines. Nous devinons ce qu'ils ont souffert.

« Au nom de tous mes officiers, mes sous-officiers et mes hommes, mon premier devoir est de saluer les Français qui n'ont jamais désespéré, qui ont aidé nos Alliés, qui ont facilité la victoire. Je les admire et je les félicite. Quant à nous, nous touchons au but, puisque nous venons enfin les aider, les relever et mener à leurs côtés le grand combat pour la libération. »

Déclaration du général Leclerc, citée dans *La Deuxième division blindée entre dans la bataille*, automne 1944 (Musée de la Résistance nationale)

LE DÉCHAÎNEMENT DE LA VIOLENCE DURANT L'ÉTÉ 1944

Le débarquement allié entraîne une réaction immédiate: la lutte contre la Résistance s'intensifie encore afin de pacifier l'arrière des zones de combat. Les Allemands s'efforcent de réduire les grands maquis (plusieurs milliers d'hommes) qui ont été constitués pour venir en appui des troupes alliées. Des opérations de grande ampleur sont conduites contre le maquis du Mont-Mouchet en Auvergne (2-20 juin), contre celui de Saint-Marcel en Bretagne (18-19 juin), contre celui du Vercors dans les Alpes (21-27 juillet). Partout le rapport de force est à l'avantage des Allemands, aidés par des Français de la Milice. Les affrontements sont très meurtriers et les résistants arrêtés sont exécutés sur place ou déportés en masse. Durant tout l'été, des maquis plus petits subissent un sort comparable (ainsi, 86 maquisards sont fusillés à Basse-sur-le-Rupt les 20 et 21 septembre 1944).



La population est directement visée. Il peut s'agir de représailles (82 habitants de Vassieux-en-Vercors sont exécutés le 21 juillet), mais aussi d'opérations destinées à créer un climat de terreur supposé empêcher toute attaque contre les troupes allemandes. Lors de sa remontée vers la Normandie, la division SS Das Reich a pour consigne de chercher le contact avec les maquisards et de les anéantir. Les exécutions de résistants se multiplient sur l'itinéraire suivi, comme les actions contre les civils: le 9 juin, 99 hommes sont pendus à Tulle; le 10 juin, 643 hommes, femmes et enfants sont massacrés à Oradoursur-Glane. La retraite des troupes allemandes est jalonnée de massacres, comme à Saint-Pol-de-Léon (25 victimes le 4 août), à Buchères (68 victimes le 24 août), à Maillé (124 victimes le 25 août), dans la vallée de la Saulx dans la Meuse (86 victimes le 29 août), pour ne citer que les plus importants.

Avant leur départ, les Allemands vident les prisons. D'ultimes convois de déportation sont organisés depuis Paris et plusieurs villes de France. Après la Libération, on découvre les corps de ceux qui ont été exécutés sur place ou dans des lieux à l'écart, dont des détenus, notamment juifs, extraits des prisons lyonnaises et exécutés à Saint-Genis-Laval et Bron.

"Les représailles exercées contre les groupes de résistance constituent une violation flagrante des lois de guerre."

GENERAL EISENHOWER

Témoignage chrétien, n° 10, juin 1944

(Musée de la Résistance nationale) Le journal clandestin publie en première page un article sur le massacre d'Oradour du 10 juin et rappelle celui d'Ascq du 1^{er} avril.

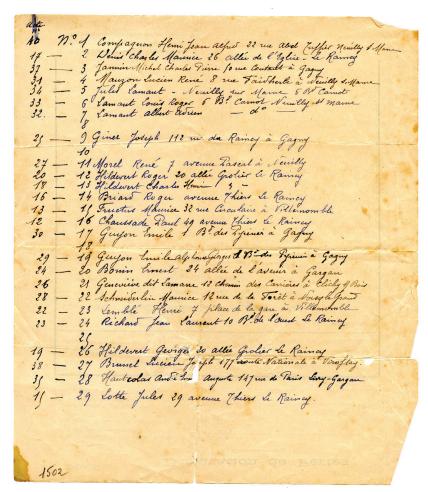
Déclaration du général Eisenhower, commandant suprême des forces expéditionnaires alliées dénonçant les représailles contre la Résistance, juin 1944 (Musée de la Résistance nationale)

F O C U S

LA GUERRE CONTRE LES CIVILS EN ITALIE

Au printemps 1944, les directives allemandes concernant la « lutte contre les bandes » appliquées en France le sont également en Italie. Après le débarquement en Sicile et le renversement de Mussolini puis un second débarquement au sud de Rome, les Allemands veulent briser toute forme de résistance à l'arrière du front. Dès l'automne 1943, des villages de Campanie et des Abruzzes sont victimes de crimes de masses (88 morts à Acerra, 54 à Bellona, 22 à Calazzo, 109 à Pietransieri). Au printemps 1944, les premières grandes opérations contre les maquis sont organisées, accompagnées à plusieurs reprises de massacres de civils (60 morts dans le Latium, 130 dans l'Apennin, 108 en Toscane). À Rome, en représailles d'une action ayant entraîné la mort de 33 policiers, les Allemands exécutent 335 hommes dans les Fosses ardéatines.

La retraite précipitée des troupes allemandes après l'entrée des Alliés dans Rome le 4 juin et les actions de harcèlement des maquis conduisent au durcissement des directives du commandement allemand. La population civile des « zones infestées par les maquis » est automatiquement considérée comme complice. De juin à octobre 1944, des unités de la Wehrmacht et de la Waffen-SS multiplient les exactions. À Marzabotto, 770 personnes, presque exclusivement des femmes, des enfants et des vieillards, sont assassinés. C'est le massacre le plus important perpétré en Europe occidentale. En avril et mai 1945, une dernière vague de violence déferle sur les territoires italiens encore contrôlés par les Allemands.



Liste des 29 massacrés de Forfry (Seine-et-Marne) le 31 août 1944 (Musée de la Résistance nationale)

Le 26 août 1944, 300 FFI sont attaqués par une brigade SS puissamment armée dans le secteur de Oissery et Forfry en Seine-et-Marne. Les combats font des dizaines de morts du côté des résistants. Des prisonniers sont exécutés sommairement, des blessés réfugiés dans une râperie à betteraves sont massacrés. 15 résistants sont déportés. 9 sont morts à la fin de la guerre. Au total, 105 personnes meurent des suites directes ou indirectes de l'attaque.

TÉMOIGNAGE - Le massacre de Maillé (Indre-et-Loire)

« Des ruines, d'inexplicables ruines, tel est aujourd'hui le petit bourg de Maillé. Elles ne se dresseront pas toujours comme elles sont, désolées, sous ce ciel bas de novembre. Les hommes rebâtiront. Mais là-haut vers l'ouest, sur le pendant de la colline qui domine ce champ de décombres, le cimetière sera toujours le témoin de la barbarie allemande. Il redira ce que fut ce drame du 25 août 1944, où 124 Français, traqués, périrent dans le plus horrible massacre, où 52 habitations sur 60 brûlèrent comme torche, souvent sur des cadavres, où la canonnade ajouta à l'horreur du meurtre et de l'incendie...»

Extrait du récit de l'abbé André Payon, *Maillé martyr*, Arrault et Cie, février 1945 (Musée de la Résistance nationale)

DÉPORTER ENCORE ET TOUJOURS

Malgré la progression des Alliés en France, les déportations continuent quelle que soit l'urgence de la situation. Confrontée à l'imminence du repli, la Sipo-SD ordonne qu'aucun service régional ne laisse de détenus derrière lui. Des convois sont organisés depuis les grandes villes de province, comme à Toulouse le 30 juillet, à Bordeaux le 9 août, à Lyon le 11, à Lille le 1^{er} septembre, directement vers les camps du *Reich*. Des convois partis notamment de Rennes le 2 août, de Poitiers le 12, de Clermont-Ferrand le 20, de Dijon les 23 et 25, de Nancy le 28 ont pour destination Natzweiler, avant l'évacuation du camp vers celui de Dachau début septembre.

À Paris, la plupart des détenus de Fresnes et de Romainville, de La Santé et du Cherche-Midi, sont regroupés dans le plus grand convoi

> constitué sous l'Occupation – 1 654 hommes et 546 femmes – qui part de la gare de Pantin le 15 août. Un dernier convoi, plusieurs fois retardé, quitte Compiègne le 17 août pour Buchenwald. Les deux convois sont composés pour l'essentiel de résistants.

> Les Allemands montrent une grande détermination dans l'organisation de ces convois. Celui qui part de Bordeaux le 9 août met 20 jours pour atteindre Dachau. Plusieurs changements de train sont nécessaires pour remonter la vallée du Rhône. Son errance lui vaut le nom de « Train-fantôme ». Le convoi du 15 août est bloqué le lendemain au passage de la Marne. Les déportés sont transférés à pied jusqu'à un nouveau train qui conduit finalement les hommes à Buchenwald et les femmes à Ravensbrück. Les déplacements erratiques de ces différents convois permettent de nombreuses évasions, souvent avec le soutien des populations locales, mais la plupart des déportés atteignent les destinations prévues.

> La Sipo-SD organise d'ultimes convois à l'arrière du front à la suite des actions contre les maquis des Vosges et des représailles contre les populations civiles. Près de 2200 personnes sont déportées entre la miaoût et la mi-novembre depuis Schirmeck

et Belfort. Au total, 10 600 déportés de répression quittent la France du 30 juillet au 21 novembre.

La Sipo-SD s'acharne toujours contre les Juifs de France. Le dernier convoi massif de la «Solution finale» part de la gare de Bobigny le 31 juillet. Un ultime convoi quitte Drancy le 17 août avec 51 résistants de l'Organisation juive de Combat et des FTP-MOI et quelques « personnalités otages ». Le lendemain, 1400 détenus du camp sont libérés par la Croix-Rouge. Les déportés juifs partis de Lyon le 11 août sont déportés à Auschwitz tandis que les résistants du convoi sont envoyés à Natzweiler pour les hommes et Ravensbrück pour les femmes.



«Le wagon», dessin de Boris Taslitzky, réalisé à Buchenwald en 1945 (Musée de la Résistance nationale) Arrêté en novembre 1941, emprisonné à Riom et à Mauzac, interné à Saint-Sulpice-la-Pointe, Boris Taslitzky est déporté à Buchenwald le 31 juillet 1944.

14

■ F O C U S LES CAMPS DE CONCENTRATION DANS LA GUERRE TOTALE

En 1944, les détenus des camps de concentration sont massivement mis au service de l'effort de guerre de l'Allemagne nazie. La délocalisation des sites de production industrielle et la multiplication des chantiers de construction se traduisent par la création de nombreux *Kommandos* intérieurs et extérieurs, de toutes tailles, dépendant des camps principaux. On en compte environ 560 en janvier 1945.

Les effectifs du système concentrationnaire croissent donc rapidement car les SS disposent d'une source de maind'œuvre inépuisable. Durant toute l'année 1944, des dizaines de milliers de personnes victimes de la répression en France, en Pologne ou en Allemagne même, sont envoyées dans les camps de concentration. Plusieurs dizaines de milliers de Juifs maintenus en vie dans les camps de travail forcé ou les ghettos de Pologne y sont également transférés. Buchenwald et ses Kommandos totalisent par exemple près de 100 000 détenus en janvier 1945, dont 40% seulement dans le camp central. À cette date, le système concentrationnaire compte environ 715 000 détenus, dont 200000 femmes.

Partout, les détenus sont maltraités, surexploités, sous-nourris, mal soignés. Des camps mouroirs font leur apparition pour ceux qui ne peuvent plus travailler. La finalité destructrice du système demeure.



Déportés quittant le camp de Compiègne-Royallieu, 18 juin 1944 (FNDIRP)

Le convoi du 18 juin 1944 emmène à Dachau les 1200 internés de la centrale d'Eysses livrés aux Allemands le 30 mai par l'État français, ainsi que des centaines de personnes raflées lors d'opérations contre les maquis organisées durant les semaines précédentes.



« Hommage », sculpture de Pierre Lagénie en mémoire des enfants raflés de Saint-Maur-des-Fossés, tirage en réduction, 2000 (Musée de la Résistance nationale). Le 22 juillet 1944, 6 enfants de la pension Zysman et 22 de l'orphelinat de La Varenne (actuel Val-de-Marne) sont arrêtés sur ordre d'Aloïs Brunner et envoyés à Drancy. Ils sont déportés par le convoi du 31 juillet et assassinés dès leur arrivée à Auschwitz.

TÉMOIGNAGE - Un déporté du convoi du 15 août 1944

« Nous étions trois mille, ce 15 août 44, en gare de Pantin. Une pagaille extraordinaire: environ quatre cents femmes, deux mille six cents hommes. Toutes les prisons avaient été vidées: La Santé, Fresnes, Le Cherche-Midi. Sortant d'une année d'isolement, j'étais très faible. Deux jours auparavant, quand on m'avait mis dans une cellule collective, j'avais perdu connaissance. Je n'avais plus l'habitude que l'on me parle.

Sur le quai, notre convoi s'est formé. Nous étions désespérés. Leclerc était aux portes de Paris. J'entends encore les cheminots nous crier: «Vous n'irez pas loin. La guerre est finie. Les Alliés ont débarqué à Saint-Tropez.» […]

Les Allemands en civil de l'avenue Foch appelaient de wagon en wagon les «Vorsicht». Ils les appelaient tranquillement, par leur nom qu'ils prononçaient à l'allemande, comme s'il s'était agi d'un changement de train pour la prochaine correspondance, mais j'avais entendu un Sturmbannführer discuter avec un officier de Feldgendarmerie sur le remplacement des exécutions.

Pourquoi me serais-je présenté? Est-ce qu'on meurt dans une gare de marchandises d'une tristesse si désespérée quand c'est le 15 août et qu'on pourrait être en vacances, étendu sur une plage? Ce soleil m'aveuglait. Ce son m'anéantissait: une année tout seul au fond de la prison et puis cette grande lumière qui miroitait sur les armes des SS et qui chauffait à blanc les rails. »

Témoignage de Maurice Braun, cité dans Bernard Fillaire, J*usqu'au bout de la résistance*, FNDIR-UNADIF/Stock, 1997.

CONTINUER LA GUERRE COMBATTRE AU CÔTÉ DES ALLIÉS



Catalogue de l'exposition

Les FFi vers l'armée nouvelle, février 1945

(Musée de la Résistance nationale)

Au fur et à mesure de la libération du territoire français, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), présidé par le général de Gaulle, installe ses représentants. Une fois revenu à Paris, il doit organiser l'administration et assurer l'ordre public. Reconnu comme gouvernement légitime de la France par les Alliés, il se fixe comme premier objectif la libération complète du territoire national et la participation effective de la France à la victoire sur l'Allemagne. Le 19 septembre 1944, l'armée B devient la 1^{re} armée française et demeure la principale composante de la contribution française à l'effort de guerre allié.

Le GPRF ne peut ignorer l'apport militaire des FFI qui ont fortement contribué à la libération du territoire. Ils sont pour la plupart en âge de porter les armes et ont acquis dans la clandestinité une expérience du combat utile à l'armée française qui manque d'hommes. En outre, le GPRF veut mettre fin le plus rapidement possible aux FFI, pour mieux asseoir l'autorité gouvernementale. Les décrets des 19 et 20 septembre 1944 ordonnent la dissolution de toutes les unités FFI constituées pour le combat et proposent à ceux qui le désirent de continuer le combat dans l'armée régulière. Par étapes, près de 400 000 FFI intègrent la nouvelle armée française (plus de 110 000 pour la seule 1^{re} armée à l'automne 1944). Les anciens FFI sont souvent organisés en unités regroupant des hommes qui ont combattu ensemble dans la Résistance ou sous les ordres des mêmes chefs (l'une des plus connues est la « colonne Fabien », constituée principalement d'anciens FTP de la région parisienne). L'amalgame avec des militaires aguerris reste cependant la règle afin de pouvoir continuer sur le terrain la formation des troupes.

En février 1945, à Paris, une grande exposition intitulée « Les FFI vers l'armée nouvelle » vante les mérites de cet amalgame. Sur le front, la situation est plus compliquée: les unités FFI sont mal équipées et ne peuvent être décisives sans l'appui des unités régulières. L'arrivée des FFI se traduit aussi par la mise à l'écart des soldats coloniaux (Africains noirs à l'automne 1944, puis Nord-Africains au printemps 1945) qui représentent pourtant la plus grande partie des troupes françaises depuis 1942-1943. Le



« blanchiment » de l'automne 1944 est justifié par l'épuisement des Africains noirs après des mois de durs combats et par leur difficulté à supporter le froid de l'hiver à venir. Cette mise à l'écart est mal vécue par des hommes qui ont montré leur bravoure et ne comprennent pas ce manque de reconnaissance de la France.

À Langeac (Haute-Loire), une unité FFI du Mont-Mouchet part rejoindre la 2° DB à Belfort, automne 1944 (Musée de la Résistance nationale, fonds Broussoux)

FRANCS-TIREURS ET PARTISANS FRANÇAIS

F. F. I.

JUSQU'A BERLIN!!

Tel est le cri de nos Forces Françaises de l'Intérieur, Tel est le cri des Jeunes Patriotes, vengeurs du Peuple, Tel est le cri de tous les Français.

Nous, Forces Françaises de l'Intérieur, qui avons ouvert la voie à nos Alliés, nous qui avons contribué à la libération de la plus grande partie de la France; nous, Francs-Tireurs et Partisans Français, revendiquons le droit de poursuivre la bête fasciste jusque dans sa tanière, jusqu'à BERLIN, aux côtés des Armées Alliées, qui ont déjà forcé les frontières aux quatre coins de l'Allemagne.

Oui, nous irons à BERLIN pour libérer nos chers prisonniers et les travailleurs envoyés de force dans les bagnes hitlériens.

Sans distinction de croyance, d'opinion politique ou religieuse, ni de race, nous ouvrirons les portes des prisons et des camps de concentration où les bourreaux fascistes et leur Gestapo ont parqué des milliers d'innocents qu'ils avaient amenés dans des wagons à bestiaux plombés « à destination inconnue ». Pour faire disparaître tous ceux qui les génaient dans leur besogne honteuse et faciliter ainsi la « collaboration », ils les qualifiaient de Gaullistes, Communistes ou Juifs; ils étaient secondés dans cette abominable tâche par la Police de Darnand et les traîtres vichyssois.

Le moment de la libération est venu. Assez de souffrances et de persécutions. Il faut sauver tous ces Français qui végètent encore dans l'enfer hitlérien, ceux qui ont survécu aux odieux traitements qui leur sont infligés chaque jour,

En nous groupant au sein des Forces Françaises de l'Intérieur, et avec nos vaillants FRANCS-TIREURS ET PARTISANS FRANÇAIS, qui ont libéré tant de villes et de villages, qui ont brisé les barreaux des prisons de France, c'est à BERLIN que nous irons pour retrouver et ramener chez nous les meilleurs fils du Pays.

Ensemble, nous rentrerons triomphalement dans notre chère Patrie.

Frères longtemps captifs qui souffrez loin de France, Tenez bon, la dernière étape a commencé. Pour les sauver enfin, debout! Sans défaillance, Français, tous au combat! Vive la Liberté!

LES FRANCS TIREURS
ET PARTISANS FRANÇAIS

■ F O C U S L'ESCADRILLE NORMANDIE-NIÉMEN

Après l'attaque allemande contre l'URSS le 22 juin 1941, le général de Gaulle décide d'engager des forces sur le front de l'Est. Les autorités soviétiques acceptent la proposition et un accord est conclu pour l'envoi d'une unité aérienne. Les premiers pilotes de la France libre, issus d'unités combattant en Grande-Bretagne et en Afrique du Nord, arrivent en URSS en novembre 1942. Le groupe prend le nom de « Normandie ».

Les pilotes sont formés à l'utilisation des avions soviétiques Yak. Le groupe est engagé pour la première fois en mars 1943. Au bout de quelques mois, les victoires obtenues font la réputation des aviateurs de la France libre, mais les pertes sont importantes. De nouveaux pilotes français arrivent en renfort pour constituer un régiment, alors que tous les mécaniciens sont soviétiques.

En novembre 1944, le régiment devient « Normandie-Niémen », en hommage à son engagement au-dessus du fleuve russe. Ses aviateurs sont les premiers Français à combattre en Allemagne.

En juin 1945, les pilotes rentrent en France avec leurs 40 avions, donnés par les Soviétiques en remerciement de l'aide apportée: Normandie-Niémen est la seule unité occidentale à avoir combattu en URSS.

«Francs-Tireurs et Partisans français — FFI — Jusqu'à Berlin», sans date [automne 1944]

(Musée de la Résistance nationale)

Cette affiche appelle les FTPF à poursuivre la lutte en participant à la victoire contre l'Allemagne nazie afin d'ouvrir « les portes des prisons et des camps de concentration ».

TÉMOIGNAGE - Les FTPF sur le front

« Au cours de l'impressionnant rassemblement populaire de dimanche, le commandant Colas, chef adjoint des FTPF, annonçait à la foule immense [...] le prochain départ de la première unité FTPF pour le front. [...]

Elle sera rattachée aux commandos d'Afrique, constitués uniquement de volontaires ayant le même idéal et le même esprit FTPF.

Ces commandos qui se sont tous couverts de gloire à Bizerte, pour la prise de l'île d'Elbe et qui ont eu l'honneur de débarquer les premiers sur la terre de France, verront arriver parmi eux des jeunes gens chez qui vibre le même souffle patriotique, le même enthousiasme et la même haine du boche qui animait le « Bataillon du 10 août », ce fameux bataillon de 600 Marseillais qui apporta à l'Armée du Rhin les strophes immortelles de Rouget de Lisle. [...]

Ces gars héroïques qui partent se battre sont ceux qui ont libéré Marseille, qui dans nos rues ont attaqué avec leurs mitraillettes le mitrailleur boche [...]. Nous lirons bientôt dans les communiqués qu'ils sont entrés à Coblentz, à Mayence, à Berlin. »

Extrait de l'article « La première unité constituée par les FTPF va rejoindre sur le front l'Armée française », publié dans *La Marseillaise*, 12 septembre 1944

LA GUERRE ENCORE EN FRANCE

En janvier 1945, la bataille d'Alsace permet de s'emparer de la poche de Colmar et de prendre position sur le Rhin au début de février. Cependant, la France n'est pas encore totalement libérée.

En effet, après la dure bataille de Normandie, les Alliés ont fait de la progression vers l'Allemagne leur objectif prioritaire. Ils ont donc délaissé les zones portuaires fortifiées du mur de l'Atlantique édifié par les Allemands pour empêcher tout débarquement et se sont contentés d'encercler les troupes chargées de les défendre à Dunkerque, Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle (avec l'île de Ré) et Royan-Pointe-de-Grave (avec l'île d'Oléron). Ces secteurs constituent autant de poches d'occupation allemande en France.

Les autorités françaises ne peuvent admettre cette situation, mais les unités les plus expérimentées sont envoyées combattre en Allemagne. Les FFI sont chargées de réduire ces poches. Des unités composées de volontaires sont constituées et intégrées dans la nouvelle armée française. Malgré leur courage, elles ne peuvent – faute d'armement adéquat – venir à bout d'un ennemi disposant d'un énorme arsenal militaire et installé de façon à assurer sa protection maritime et terrestre. Elles parviennent cependant à contenir dans leurs retranchements près de 80 000 Allemands. 65 000 civils qui n'ont pu quitter les poches se retrouvent pris au piège.

Une sorte de guerre de position s'engage, marquée par des escarmouches souvent sanglantes, des coups de main de part et d'autre, des accrochages de patrouilles, des duels d'artillerie. Au printemps 1945, il est décidé de passer à l'offensive. La poche de Royan-Pointe-de-Grave est conquise le 20 avril après six jours de combats acharnés avec l'appui de l'aviation alliée et des blindés de la 2° DB. Les autres poches tombent les unes après les autres. Celle de Saint-Nazaire ne se rend que le 8 mai.

Dans les Alpes, la situation est comparable. Après le débarquement en Provence, les troupes alliées ont rapidement progressé au travers du massif alpin mais les Allemands parviennent à tenir les cols qui donnent accès à l'Italie du Nord encore sous leur contrôle. Jusqu'au printemps 1945, le front des Alpes est figé. En mars, les Français reprennent l'offensive avec l'appui de la 1^{re} DFL, déplacée depuis le Rhin. Ils débordent les défenses allemandes dans le sud des Alpes, libérant les derniers territoires occu-



pés. La 1^{re} DFL marche sur Turin mais son avance est stoppée par la capitulation allemande en Italie du Nord le 2 mai 1945. Le succès français ne sera pas sans conséquence: lors du traité de Paris en 1947, la frontière franco-italienne est retracée au profit de la France.

Prisonniers allemands sous la garde de soldats français après la prise de Colmar, début février 1945 (Musée de la Résistance nationale)

■ F O C U S EFFACER LES TRACES DE LA GUERRE

En novembre 1944, la plus grande partie du territoire français est libérée mais le pays est dévasté. Plus de deux millions d'immeubles ont été détruits ou endommagés. Certaines villes, en premier lieu Caen ou Le Havre, sont particulièrement touchées. Les transports ferroviaires et routiers ne fonctionnent que très partiellement du fait des destructions des matériels et des infrastructures, ainsi que du manque d'énergie. Les canaux et les ports sont inutilisables ou encore inaccessibles.

L'industrie, à l'arrêt durant l'été, ne tourne à l'automne qu'au tiers de ses capacités d'avant-guerre. La production agricole a diminué d'un tiers. L'économie française peine à redémarrer. Les pénuries demeurent le quotidien des Français libérés.

Pourtant, la reconstruction commence dès les premiers mois de la Libération. Partout, on s'efforce de trouver des réponses provisoires en attendant des solutions définitives aux difficultés multiples.

Une question doit cependant être résolue rapidement : celle des 13 millions de mines enfouies en France. Une direction du déminage est confiée à Raymond Aubrac au sein du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. La saisie des documents du commandement militaire après la reddition allemande permet de disposer des plans des champs de mines. 3000 démineurs sont recrutés et formés. Face à l'immensité de la tâche, la France obtient de pouvoir utiliser des milliers de prisonniers de guerre allemands. Jusqu'à son achèvement fin 1947, le déminage provoque la mort d'au moins 1800 Allemands et 500 Français, sans compter un nombre indéterminé de blessés.



FFI en poste « à la poche de Royan », automne 1944 (Musée de la Résistance nationale)



Signature de la reddition de la poche de Saint-Nazaire, Cordemais, 8 mai 1945 (Musée de la Résistance nationale)

TÉMOIGNAGE - Un FFI sur le front de la poche de Saint-Nazaire

« Au moment de la libération de la Vienne, le 5 septembre 1944, notre bataillon de Scévolles comptait 800 hommes, mais on avait perdu 24 compagnons.

À la mi-septembre, on a reçu l'ordre d'aller prêter main-forte aux FFI de Loire-Inférieure, bien incapables, tout seuls, de contenir les 28 000 soldats allemands enfermés dans la poche de Saint-Nazaire. C'est au Pont-Béranger que nous avons sauté des camions. On a cantonné dans le secteur pendant trois semaines, le temps de reconnaître les lignes ennemies, de construire les premiers fortins, creuser les premières tranchées. À l'entrée du cantonnement, on avait installé un grand panneau: "PORNIC – TERRE PROMISE", mais on ignorait qu'il nous faudrait encore de longs mois pour atteindre cette "terre promise".»

Témoignage de Dominique Versari, recueilli par Michel A. Gautier, *Portraits de Guerre. Le pays de Retz à l'heure allemande*, Geste Editions, 2007

LE DÉLITEMENT DU SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE

À l'Est, sous la pression de l'Armée rouge, les SS entreprennent l'évacuation du complexe d'Auschwitz. À partir du 18 janvier 1945, près de 58 000 détenus sont transférés vers le camp de Gross-Rosen puis vers ceux de Dora, Buchenwald, Flossenbürg, Mauthausen et Bergen-Belsen, loin de la ligne de front. Deux mois plus tard, début avril, confrontés à l'avance des troupes alliées à l'Ouest, les SS font de même pour les camps de Dora et de Buchenwald, puis à partir du 18 avril pour ceux de Neuengamme, de Flossenbürg, de Sachsenhausen et de Ravensbrück, essentiellement vers les camps de Bergen-Belsen et de Mauthausen. L'étau des fronts Est et Ouest qui se resserre et les opérations aériennes des Alliés achèvent de désorganiser un système concentrationnaire qui s'effondre.

Les évacuations se déroulent dans des conditions terribles, par un froid glacial, sans vêtement ni nourriture en quantité suffisante. À pied ou en train, les déportés sont encadrés par les SS et leurs complices aux abois et enragés par la défaite qui se profile. Les moins solides, qui ne peuvent suivre la progression, sont abattus sur place. Ceux qui tentent de s'évader subissent le même sort. Des cadavres abandonnés au bord des voies ou ensevelis à la hâte dans des fosses communes jonchent le parcours de ces « marches de la mort ».

Dans les camps qui servent d'étape ou de destination ultime pour les évacuations, l'arrivée des déportés transférés provoque le surpeuple-

Control of the second of the s

Carte des fronts tenue clandestinement par Marie-Jo Chombart de Lauwe au camp de Ravensbrück, 1945 (coll. particulière)

ment: Mauthausen passe de 50 000 détenus juillet 1944 à 83 000 en février 1945, Bergen-Belsen de 15 000 en décembre 1944 à 42 000 en mars 1945, Dachau de 47 000 détenus en décembre 1944 à 67 000 en avril 1945. Les conditions d'hébergement, d'hygiène et d'alimentation se dégradent alors très rapidement.

Cette masse de détenus affaiblis est un terrain favorable pour les maladies endémiques: des épidémies se déclenchent ou prennent une ampleur catastrophique. La mortalité croît de manière exponentielle. Les fours crématoires ne sont plus en capacité de détruire tous les cadavres. Souvent, la désorganisation générale fait que les morts ne sont même plus ensevelis.

Durant les dernières semaines de fonctionnement du système concentrationnaire, les détenus de nombreux camps doivent cohabiter avec les corps de leurs camarades décédés.

Le bilan humain est très lourd. Environ un tiers des détenus encore survivants au début de l'année 1945, soit près de 250 000 personnes, meurent dans cette période.



Boris Taslitzky, « Le Petit Camp », aquarelle réalisée au camp de Buchenwald, mars 1945

(Musée de la Résistance nationale). Le Petit Camp regroupe les déportés évacués d'autres camps vers Buchenwald. L'entassement des détenus entraîne une dégradation rapide des conditions de vie et une augmentation de la mortalité.

F O C U S

ULTIMES EXÉCUTIONS

Durant les mois et les semaines qui précèdent les évacuations, les SS procèdent à l'élimination de détenus qu'ils ne veulent pas voir sortir vivants des camps. Le 18 août 1944, Ernst Thälmann, ancien dirigeant du Parti communiste allemand, interné depuis mars 1933, est exécuté à Buchenwald. Dans la nuit du 1er au 2 septembre 1944, au Struthof, les SS massacrent 107 membres du réseau Alliance. Le 19 avril 1945, à l'approche des troupes américaines, le général Delestraint, ancien chef de l'Armée secrète, est assassiné à Dachau.

Dans ce chaos des évacuations, les massacres se multiplient, perpétrés par des SS. La population allemande assiste passivement aux exactions, voire participe à des exécutions de déportés, perçus comme des criminels étrangers et dangereux. À Gardelegen, dans la nuit du 13 avril 1945, plus d'un millier de détenus provenant de Neuengamme et de Dora sont rassemblés dans une grange à laquelle on met le feu. Seuls quelquesuns parviennent à échapper aux flammes et aux tirs des SS et des Jeunesses hitlériennes.



Détenus lors d'une des marches de la mort de Dachau vers le sud, traversant la Nördliche Münchner Strasse à Grünwald, en Allemagne, le 29 avril 1945 (United States Holocaust Memorial Museum)

TÉMOIGNAGE - « Quelqu'un est tombé »

«On marche depuis un moment. Deux coups de feu derrière. Il ne reste plus que le bruit de nos pieds. Tout le monde a entendu, les dos restent courbés, la marche se précipite. Je me suis retourné, je n'ai vu que le tournant, le précipice sur le bord de la route, et des sapins. Qui est-ce? On va un peu plus vite. Quelqu'un est tombé. La colonne continue. Qui est-ce? Devant, les SS n'ont pas bronché, personne ne se retourne plus, déjà on est arrivé à l'autre tournant. Il y a déjà cinq minutes, dix minutes qu'on a tiré. On ne sent plus les deux coups de feu dans le dos, c'est passé. »

Robert Antelme, L'espèce humaine, Gallimard, 1947

VERS LA VICTOIRE

À l'automne 1944, malgré les coups subis, l'Armée allemande continue à combattre en puisant sur ses réserves et en profitant des capacités de production encore opérationnelles de son industrie d'armement. Cependant les contre-attaques ne peuvent masquer une diminution continue de la valeur militaire des unités. L'offensive allemande des Ardennes lancée le 16 décembre se solde finalement par un échec, faute d'appui aérien suffisant.

Dès le 3 janvier 1945, les Américains et les Britanniques entament la dernière offensive. Le 12 janvier, les Soviétiques lancent l'opération « Vistule-Oder » et font reculer les lignes allemandes de 500 km. Le 31 janvier, ils atteignent l'Oder, à 70 km de Berlin.

Sur le front Ouest, les Américains et les Britanniques sont sur le Rhin début mars. L'opération « Plunder » permet son franchissement à partir du 23 mars et l'investissement de la Ruhr, cœur de l'économie de guerre allemande.

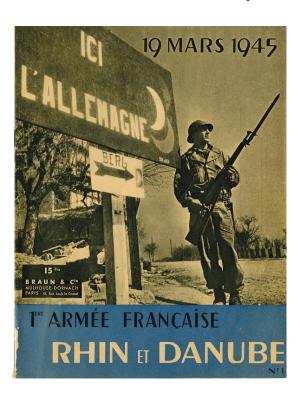
La capacité de résistance allemande s'effondre à l'Ouest. Les troupes alliées progressent alors très rapidement et font près de trois millions de prisonniers. À l'Est, les troupes allemandes s'efforcent de contenir la

poussée soviétique au prix de pertes considérables: près de 1,5 million de soldats allemands tués en quatre mois. La victoire sur l'Oder le 20 avril ouvre aux Soviétiques la route de Berlin. Défendue par 90 000 soldats allemands, dont 45 000 vétérans mobilisés dans la *Volkssturm* et 3 500 adolescents des Jeunesses hitlériennes, la ville tombe le 2 mai, après de durs combats. La prise de Berlin est un symbole: le drapeau de l'URSS est accroché au sommet de la *Reichstag*, au-dessus d'une ville totalement dévastée.

La France participe à la victoire. À l'automne 1944, l'Armée française reconstituée compte près de 560 000 hommes. L'essentiel des effectifs est engagé dans l'est de la France, sous commandement américain, tandis que des unités sont chargées de réduire les poches ennemies de l'Atlantique et des Alpes françaises. La 1^{re} armée participe à la bataille des Vosges qui conduit à la libération de Strasbourg par la 2º DB en novembre. Lors de l'offensive allemande des Ardennes en décembre 1944, les troupes françaises tiennent Strasbourg, puis elles contribuent à la libération de l'ensemble de l'Alsace en janvier et février 1945. En mars, la 1^{re} armée se voit confier un secteur d'opération dans le sud de l'Allemagne : les troupes françaises progressent du Rhin au Danube. Le

4 mai, des éléments de la 2° DB atteignent Berchtesgaden et déploient le drapeau français sur la résidence privée d'Hitler dans les Alpes bavaroises.

Le 25 avril, les troupes américaines et soviétiques opèrent leur jonction sur l'Elbe à Torgau. Le 30 avril, la radio allemande annonce le suicide d'Hitler à Berlin. Le gouvernement allemand constitué sous la direction de l'amiral Dönitz ne contrôle plus que quelques territoires au nord et au sud de l'Allemagne. Les négociations afin d'obtenir une paix séparée confirment la détermination des Alliés: seule la capitulation sur tous les fronts et sans condition de l'Allemagne est envisageable.



Brochure 19 mars 1945. 1^{re} armée française Rhin et Danube (Musée de la Résistance nationale)

■ F O C U S LA FRANCE RETROUVE SA PLACE DANS LE MONDE

Pendant toute la durée de la guerre, la France libre puis la France combattante ont dû négocier avec les Alliés, notamment les Etats-Unis, pour être acceptées comme représentantes légitimes de la France en lieu et place du gouvernement collaborateur de Vichy.

À la conférence interalliée de Yalta en février 1945 puis à celle de Postdam en juillet, la France n'est pas présente sur les photographies officielles, même si sa contribution à la guerre et à la victoire contre l'Allemagne nazie est reconnue. Le 7 mai 1945, la France est signataire lors de la capitulation allemande à Reims comme le 8 mai à Berlin. Elle contrôle une des zones d'occupation de l'Allemagne et de Berlin. Le 2 septembre 1945, la France signe également l'acte de capitulation du Japon en baie de Tokyo.

En 1945, la France est finalement considérée comme un des grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'URSS et la Chine, ce qui lui permet d'avoir le statut de membre permanent au conseil de sécurité de la nouvelle Organisation des Nations unies. La France sera aussi chargée de préparer des dossiers d'accusation et de juger avec ses alliés les criminels nazis lors du procès de Nuremberg.



Magazine L'Armée française au combat, n° 2, avril 1945 (Musée de la Résistance nationale)

TÉMOIGNAGE - Un soldat de la 2^e DB au « nid d'aigle » d'Hitler

« Ça avait été très durement bombardé. La route était très abimée. Nous sommes entrés sans un coup de feu. Il y avait, pendant de la terrasse, un énorme drapeau bleublanc-rouge. Je suis monté et je suis rentré dans le bureau d'Hitler. Naturellement, la grande baie qui donne sur la montagne était complètement démolie. Tout cela avait été incendié, bombardé, était à moitié détruit. C'est quand même une sacrée récompense de se retrouver dans le bureau d'Hitler! »

Témoignage d'Alain Raphaël, recueilli par France 3, 8 mai 2015

LA DÉCOUVERTE DES CAMPS

Les soldats qui rentrent dans les camps libérés ne sont pas préparés à ce qu'ils y trouvent. Les services de propagande anglo-américains ont répété aux combattants alliés qu'ils luttaient pour la liberté du monde et leurs équivalents soviétiques n'ont eu de cesse de défendre la Grande Guerre patriotique dont le but ultime était la destruction du nazisme. Les uns et les autres n'ont pas manqué de dénoncer les crimes commis et d'en appeler à la justice après la fin des combats, mais la découverte de l'univers concentrationnaire dans sa phase ultime est pour tous un véritable choc.

La première réaction des soldats qui possèdent un appareil photo est de prendre des clichés des scènes terribles qui se déroulent sous leurs yeux. Les reporters professionnels qui suivent les troupes sont rapidement chargés d'accumuler les preuves photographiques et cinématographiques des actes criminels. Il s'agit en effet, comme les vainqueurs s'y sont engagés, de poursuivre et punir les responsables et donc de rassembler les éléments à charge. Outre des images, les libérateurs prennent toutes les archives qu'ils peuvent récupérer et que les nazis n'ont pas pu faire disparaître. Des commissions d'enquête sont constituées avec pour tâche d'interroger les anciens détenus comme les anciens gardiens afin de comprendre ce qu'il s'est passé dans les camps.

Les autorités militaires qui sont immédiatement alertées de la situation sont aussi abasourdies que les hommes de troupe. Les généraux amé-

ricains, soviétiques, britanniques ou français qui visitent les camps libérés ne peuvent cacher une réelle émotion dont ils font part encore des années après. À de nombreuses reprises, la population civile qui vit aux alentours est contrainte de se rendre sur le site des exactions. La plupart des hommes en âge de combattre étant mobilisés, ce sont principalement des femmes, des hommes âgés et souvent des adolescents des Jeunesses hitlériennes qui doivent affronter la vision des cadavres décharnés.

En parallèle, se met en place une pédagogie de l'horreur destinée à l'ensemble des combattants et des opinions publiques des pays alliés. Une partie des photographies est laissée à la disposition des agences de presse afin de donner encore plus de force aux articles qui paraissent dans les journaux et dans les magazines. Les images filmées font l'objet de montages diffusés par les services cinématographiques des armées et dans le réseau des salles de cinéma de chaque pays. Beaucoup de spectateurs découvrent ainsi la réalité et l'ampleur des crimes perpétrés dans les camps nazis.



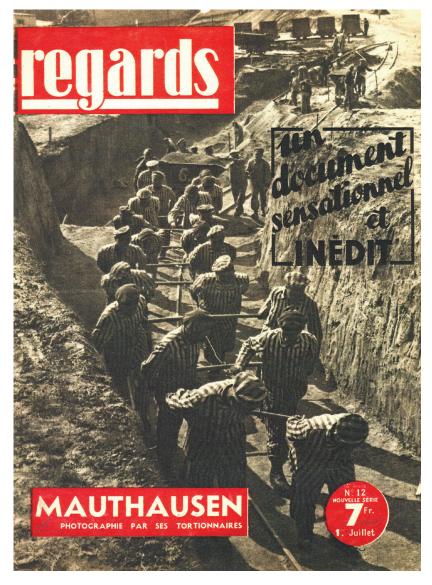
Un détenu du camp de Vaihingen soutenu par un officier français, avril 1945 (Musée de la Résistance nationale)
Le détenu est Francis Reiss, né en 1917.
Arrêté comme résistant, il est déporté en tant que Juif à Auschwitz. Transféré au Stutthof puis à Echterdingen, il arrive à Vaihingen où il est libéré le 9 avril.
L'officier français est le commandant Saget.

■ F O C U S LA PERCEPTION DU GÉNOCIDE DES JUIFS D'EUROPE

À la fin de la guerre, parmi les déportés libérés figurent des Juifs qui ont pu survivre au génocide. La plupart ont été évacués d'Auschwitz et des camps de travail de Pologne et se sont retrouvés mêlés à la masse des détenus des camps de concentration.

Dès 1943, Vassili Grossman et Ilya Ehrenbourg recueillent des témoignages sur les massacres perpétrés contre les Juifs en URSS. En 1944-1945, des commissions d'enquête sont chargées de rassembler les preuves des crimes commis par les nazis dans les centres de mise à mort et dans le système concentrationnaire. Les informations recueillies auprès des rescapés confirment celles transmises aux Alliés pendant la guerre. Le sort particulier réservé aux Juifs d'Europe est rapidement documenté, compris et décrit. Le nombre de Juifs assassinés est estimé autour de 6 millions dès le procès de Nuremberg.

Cependant, pour l'opinion publique, ce sont d'abord les images des camps libérés qui s'imposent. Les Juifs rescapés sont difficilement distingués des autres déportés, y compris les enfants. Tous sont considérés, dans leur ensemble, comme les victimes de la barbarie nazie, sans que l'on insiste sur la spécificité du génocide des Juifs d'Europe.



Couverture du magazine Regards, nº 12, 1er juillet 1945

(Musée de la Résistance nationale)

Regards publie un reportage sur le camp de Mauthausen illustré de photographies prises par les SS et détournées par des détenus espagnols jusqu'à la libération. Certaines de ces images serviront de preuves à charge lors du procès de Nuremberg.

TÉMOIGNAGE – Des soldats français découvrent les camps de concentration libérés

« Quand les éléments de la 5° DB ont libéré Vaihingen, ce sont des cadavres ambulants que nous avons rencontrés, des cadavres avec des mains immenses, des yeux fiévreux au fond de leurs orbites, des cadavres dont les membres étaient couverts de plaies. Tous ne sont pas venus à notre rencontre. Ils n'ont pas pu sortir de leurs grabats: ils n'ont pas trouvé la force de se traîner vers nous. Ils nous ont simplement souri; mais leurs sourires étaient des rictus. Certains qui ont essayé de se lever, de faire quelques pas, se sont tout à coup affaissés, attendant que des camarades presqu'aussi malheureux qu'eux viennent les relever. Là, sur cet escalier, nous avons libéré une vingtaine de jeunes gens qui se chauffaient au soleil. Vision d'épouvante, car ces hommes n'avaient plus que des os couverts d'une peau grise, écailleuse. »

Témoignage du lieutenant Clouet, cité par *La Gazette de Lausanne*, 11 mai 1945

RAPATRIER LES ABSENTS

Avant même la libération complète du territoire national, les autorités françaises se préoccupent du sort de tous les Français retenus sous la contrainte en Allemagne. En novembre 1943, Henri Frenay devient le commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés du Comité français de la Libération nationale à Alger. Il conserve la même délégation au sein du Gouvernement provisoire de la République française qui s'installe à Paris après la libération de la capitale.

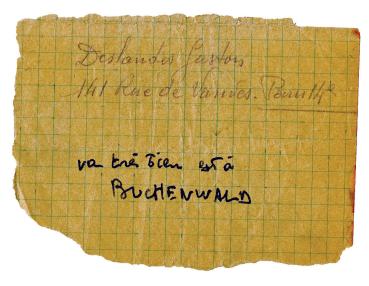
À l'automne 1944, le nombre de Français qui pourraient être rapatriés après la défaite de l'Allemagne est estimé à près de 2 millions, si l'on totalise les prisonniers de guerre, les travailleurs requis et les déportés. Leur situation est une préoccupation essentielle pour une grande partie de la population française.

Les premiers retours ont lieu à Marseille en mars 1945. Ce sont des prisonniers de guerre et des déportés libérés par les Soviétiques et rapatriés par bateau depuis Odessa. Leur nombre est encore limité et leur prise en charge se déroule sans problème majeur.

La situation devient plus compliquée lorsque l'avancée des armées alliées en Allemagne entraîne la libération de centaines de milliers de prisonniers de guerre et de dizaines de milliers de déportés français, sans compter les requis du STO qui veulent revenir le plus vite possible en France. Les autorités françaises envoient des officiers de rapatriement dans les centres de rassemblement où sont regroupés leurs ressortissants, mais aussi ceux que la France a décidé d'accueillir, comme la plupart des républicains espagnols de Mauthausen et des enfants juifs de Buchenwald.

La très grande majorité des rapatriements se font en camion et en train. Les rapatriés transitent par les centres d'accueil installés le long des frontières de la Belgique à la Suisse. Les plus importants (Lille, Longuyon, Mulhouse, Annemasse) peuvent traiter plus de 3000 personnes par jour. L'organisation du réseau de chemin de fer en France fait que la plupart des rapatriés transitent par Paris avant de prendre un nouveau train qui les ramènera chez eux.

En mai et juin, plusieurs milliers de déportés et prisonniers de guerre malades bénéficient du fait de leur état de santé d'un rapatriement par les airs jusqu'aux aéroports de Paris ou des grandes villes de province. Les rapatriements sont pratiquement achevés en juillet 1945.



Message écrit au camp de Buchenwald et reçu par la famille Deslandes en avril 1945 (Musée de la Résistance nationale)
Vers le 15 avril 1945, la famille Deslandes reçoit un billet transmis par Roger Neistoffer, sergent français de l'Armée américaine, annonçant la libération de Gaston Deslandes au camp de concentration de Buchenwald.

F O C U S

DES MILLIONS DE DÉPLACÉS EN EUROPE

À la fin de la guerre en Europe, outre les combattants, environ 50 millions personnes sont loin de leur domicile: travailleurs forcés et détenus des camps de concentration déportés de toute l'Europe dominée par l'Allemagne nazie, prisonniers de guerre capturés par les différents adversaires, populations civiles ayant fui les combats ou déplacées sous la contrainte, etc. Les organismes de secours, de protection et de rapatriement n'ont qu'une vision incomplète de la situation du fait du chaos des derniers mois du conflit.

Le redécoupage des frontières complique encore le problème. Avant même la conférence de Postdam en juillet 1945, 5 millions d'Allemands ont quitté la Pologne et 500000 autres la Prusse orientale occupées par l'Armée rouge, tandis que 2,3 millions de russophones s'installent dans les territoires passés sous le contrôle soviétique. Après les décisions prises à Potsdam, 2 millions d'Allemands partent de Pologne et 2,4 millions de Tchécoslovaquie. En 1950, on dénombre 7,9 millions de réfugiés et d'expulsés de l'Est en RFA et 4,4 millions en RDA (respectivement 16% et 24% de la population).

Après les rapatriements de 1945, un peu plus d'un million de personnes déplacées sont recensées dans les zones occidentales. Regroupées par nationalité, elles vivent en majorité dans des camps placés sous l'égide de l'*United Nations Relief and Rehabilitation Administration* (UNRRA). Les Juifs rescapés du génocide, qui ont pour la plupart tout perdu, se résignent à quitter l'Europe pour les États-Unis ou la Palestine, puis Israël après la création de l'État en 1948.



Arrivée de prisonniers de guerre français au Bourget, printemps 1945 (Musée de la Résistance nationale, fonds dit du *Matin*)
Les anciens prisonniers de guerre défilent devant des militaires français qui leur rendent les honneurs. À l'arrière-plan, les avions américains qui procèdent au rapatriement par les airs depuis l'Allemagne.



Carte de rapatriée de Thérèse Rigaud, déportée comme résistante le 2 août 1944 (Musée de la Résistance nationale) Détenue à la prison de Lauban (Allemagne), Thérèse Rigaud est transférée à Ravensbrück puis à Mauthausen, où elle est libérée sur intervention de la Croix-Rouge le 22 avril 1945.

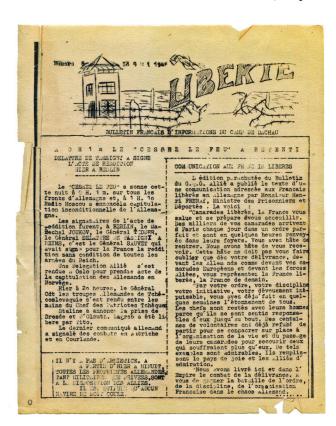
TÉMOIGNAGE – La prise en charge des détenus français de Dachau par les TMAPC

Une mission très émouvante fut l'emploi de nos unités à la mise en ordre et au ravitaillement des camps de concentration. [...] Malgré toute l'horreur des scènes qui s'offrirent à la vue de nos conducteurs et les jours si pénibles passés parmi les cadavres et les typhiques, aucun d'eux ne regrette ses efforts et chacun ne pense plus qu'à la joie d'avoir pu secourir des compatriotes malheureux.

Une commission de médecins français, anciens détenus et toujours maintenus au camp, avait rédigé un rapport pour exposer l'urgence de l'évacuation de tous les hommes transportables. Mais ce rapport ne pouvait franchir les portes du camp. Un de nos officiers prit l'initiative de faire sortir clandestinement quelques personnalités marquantes qui purent aller présenter la situation à l'état-major du général de Lattre de Tassigny qui, ainsi alerté, obtint le transfert des ex-détenus français dans une île du lac de Constance. Ce transport marquant la fin des souffrances de nos compatriotes fut assuré par nos unités.

Extraits du Journal des Transports militaires automobiles pour les populations civiles (TMAPC), non daté

CÉLÉBRER LA VICTOIRE



Liberté, « bulletin français d'information du camp de Dachau », 9 mai 1945

(Musée de la Résistance nationale)

Le 2 mai, les forces allemandes capitulent en Italie du Nord, puis le 4 mai en Allemagne du Nord, aux Pays-Bas et au Danemark. Mais les combats se poursuivent encore à l'Est. Sous la pression des Alliés, le gouvernement Dönitz accepte la capitulation sans conditions de l'Armée allemande, signée à Reims le 7 mai, au quartier général d'Eisenhower, commandant suprême des forces expéditionnaires alliées. Bien que représentés à la signature, les Soviétiques demandent que la capitulation soit renouvelée à Berlin, en présence de gradés de plus hauts rangs, dans la capitale de

l'Allemagne nazie occupée par l'URSS. Le 9 mai 1945, un peu après minuit, heure locale, l'acte de capitulation est signé. La reddition des forces allemandes en Courlande et dans les poches de l'Atlantique n'est effective que le 10 mai. Les dernières troupes allemandes en Yougoslavie ne rendent les armes que le 15 mai. Toutefois, dans le Pacifique, la guerre continue, de plus en plus violente et destructrice à mesure que les forces américaines se rapprochent du Japon.

L'annonce de la capitulation signée à Reims puis à Berlin est immédiatement relayée par la presse française et internationale. Les portraits des chefs d'État et de gouvernement et des principaux généraux du camp des vainqueurs sont publiés en première page, souvent rehaussée de couleurs.

Partout en France, comme dans les pays engagés dans la guerre contre l'Allemagne nazie, les habitants célèbrent l'événement. On descend dans les rues des grandes villes comme des petits villages, on défile en arborant les couleurs des Alliés, on fête les militaires présents. L'information est diffusée jusque dans les camps de concentration libérés. La guerre est enfin terminée en Europe.

Passé ce moment d'euphorie, le général de Gaulle souhaite montrer à la France et au monde la contribution des forces françaises. Plutôt que le 14 Juillet, comme en 1919 après la signature du traité de Versailles, le chef du GPRF choisit la date du 18 juin 1945 qui mesure le chemin parcouru depuis 1940 à l'aune de son parcours personnel. Les troupes victorieuses passent sous l'Arc de Triomphe et descendent les Champs-Elysées jusqu'à la place de la Concorde. La 2º DB, avec le général Leclerc à sa tête, est particulièrement mise en avant : elle ouvre le défilé, suivie par des unités représentatives de la diversité de l'Armée française. La 1ère DFL, pourtant présente depuis les premiers jours de la France libre mais aux faits d'armes moins médiatisés, est reléguée en fin de défilé. La mémoire prend le pas sur l'histoire pour construire le récit national.

Le 11 novembre 1945, en présence du général de Gaulle, les cercueils de 15 victimes des combats et de la répression sont portés solennellement de l'Arc de Triomphe au Mont-Valérien, pour être inhumés dans une crypte provisoire portant pour épitaphe: « Nous sommes ici pour témoigner devant l'Histoire que de 1939 à 1945 ses fils ont lutté pour que la France vive libre. »

■ F O C U S LA COMMÉMORATION DU 8 MAI EN FRANCE ET DANS LE MONDE

En France, la loi du 7 mai 1946 fixe la date de la commémoration de « la victoire » au 8 mai de chaque année si le jour est un dimanche. Dans le cas contraire, cette commémoration est prévue le premier dimanche qui suit cette date. En 1953, une nouvelle loi fixe la commémoration de «l'armistice » au 8 mai et en fait un jour férié. Le 8 Mai perd son statut de jour férié en 1959 mais reste commémoré le deuxième dimanche du mois de mai. En 1968, il est commémoré le jour même mais en fin de journée. En 1975, la commémoration est supprimée du calendrier officiel au profit du 9 Mai consacré à la célébration de la construction européenne. Finalement, le 8 Mai est à nouveau commémoré et redevient férié en 1981.

Si le 8 Mai est aussi un jour férié en Belgique, ce n'est le cas ni au Royaume-Uni, ni aux Etats-Unis. Dans ces deux pays, il ne s'agit pas de rappeler la victoire sur l'Allemagne nazie mais d'abord de rendre hommage à ceux qui ont combattu durant la Seconde Guerre mondiale. C'est pourquoi le jour retenu est le 11 Novembre – le Remembrance Day au Royaume-Uni et le Veterans Day aux États-Unis – qui associe dans un même hommage les anciens combattants des conflits contemporains dans lesquels les deux pays ont été engagés. La Russie, en revanche, continue de célébrer le 9 Mai (du fait du décalage horaire entre Berlin et Moscou), comme d'autres États de l'ancienne URSS. Le souvenir des pertes humaines lors de la « Grande Guerre patriotique » contribue à pérenniser la commémoration de la victoire de 1945.



Femmes lisant le journal *France-Soir* sur les grands boulevards à Paris, 8 mai 1945

(Musée de la Résistance nationale, fonds dit du Matin)

Aujourd'hui en France, le 8 Mai est considérée d'abord comme une journée commémorant la victoire sur le régime nazi, plus que sur l'Allemagne. La proximité de la Journée de l'Europe, le 9 Mai, donne d'ailleurs tout son sens à cette distinction. Si le sacrifice des combattants est rappelé, le 8 Mai est aussi l'occasion de souligner le nombre considérable de victimes civiles et la responsabilité de

ceux qui ont accepté de collaborer avec l'Allemagne nazie, en premier lieu l'État français dirigé par le maréchal Pétain. Cette perception politique du 8 Mai explique pourquoi le projet de faire du 11 Novembre en France l'équivalent du Remembrance Day britannique n'a pas abouti. Le 8 Mai reste une date fondamentale du calendrier officiel de la République française.

TÉMOIGNAGE – Les habitants de Villeneuve-Saint-Georges fêtent la victoire

« Villeneuvois! Villeneuvoises!

Afin de fêter l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne, assistez tous, ce soir, aux rassemblements de 21 heures, Cour de la Mairie, et de 20h30, Place Henri-Barbusse, pour participer à la grande Retraite aux Flambeaux. Le cortège, qui sera précédé de l'Harmonie municipale et de la Fanfare des Pompiers, parcourra les rues de la Ville et se dirigera vers le Parc de Beauregard.

Sur le terrain du Fort sera érigé un gibet symbolique auquel seront pendues les effigies des criminels de guerre. Participants au cortège, apportez chacun votre bûche de bois pour alimenter le Grand Feu de Joie qui sera allumé à l'arrivée du cortège sur le terrain du Fort.

En outre, pour fêter cette journée, « Villeneuvois et Villeneuvoises, pavoisez aux couleurs de la France et des Alliés! »

Texte de l'affiche apposée sur les murs de Villeneuve-Saint-Georges

le 8 mai 1945 (Archives départementales du Val-de-Marne)

CONSERVER LE SOUVENIR DE LA GUERRE



Drapeau nazi récupéré par un résistant sur le Sénat lors de la Libération de Paris, août 1944 (Musée de la Résistance nationale, don Lazare Pytkowicz)



Hommes du 151° RI à Immenstadt, dans le Tyrol, « pointe extrême de marche victorieuse de la première armée française », mai 1945 (Musée de la Résistance nationale, fonds Guyomarch)

Au sortir de la guerre, chacun s'efforce de retrouver une vie normale. Mais beaucoup de ceux qui ont connu cette période en conservent une trace matérielle en mesure d'en maintenir le souvenir: la ménagère confrontée aux pénuries alimentaires garde sa carte de rationnement; le maquisard met dans une boîte les photos prises avec ses camarades à la Libération; la déportée accroche dans son armoire, après l'avoir nettoyée, la tenue rayée avec laquelle elle est rentrée en France; l'officier de la première armée pose sur son bureau le poignard frappé de la croix gammée qu'il a ramené d'Allemagne, tel un trophée; le prisonnier de guerre range dans un tiroir les lettres qu'il a reçues de sa famille pendant ses cinq années de captivité; le jeune lycéen ressort de leur cachette les tracts et journaux qu'il a collectés pendant quatre ans. Tous ces documents, tous ces objets, souvent modestes, parfois exceptionnels, illustrent un pan de l'histoire de la guerre.

Très rapidement, apparaît le projet de raconter ce qu'ont été l'Occupation et la Libération. Une multitude d'ouvrages sont publiés, notamment à destination de la jeunesse. Les films La Bataille du rail ou Le Père tranquille se veulent une mise en image de l'action de la Résistance. Il faut aussi faire de l'histoire et la montrer telle qu'elle a été. C'est l'objet des premiers témoignages écrits et du livre de Lucie Aubrac La Résistance (naissance et organisation), sorti en 1945, mais aussi des premières expositions qui rendent compte de ce qu'il s'est passé entre 1939 et 1945. En février 1945, s'ouvre au Palais Berlitz à Paris l'exposition « Les FFI et l'Armée nouvelle » qui fait l'éloge de la Résistance intérieure et de l'engagement de nombreux résistants dans l'Armée française qui continue la lutte. En juin, l'exposition « Crimes hitlériens » au Grand Palais à Paris dresse un tableau terrible de la politique nazie en Europe en général et en France en particulier. À la présentation des crimes en France occupée s'ajoute celle des crimes commis dans les camps de concentration, libérés dans les dernières semaines de la guerre. L'exposition est adaptée pour être présentée à Londres en décembre 1945 et à Bruxelles en mai 1946, tandis qu'une version itinérante tourne dans certaines villes de province entre novembre 1945 et mars 1946.

Les premiers musées consacrés à l'Occupation et à la Résistance naissent dès la Libération: au Mont-Mouchet, dans le Cantal, et à Joigny, dans l'Yonne, en 1946. La volonté de participer à l'écriture de l'histoire des événements et l'inquiétude quant au devenir des documents et objets conservés depuis la fin de la guerre amènent les acteurs ou leurs familles à les donner aux nouveaux musées qui se créent dans les années 1950-1970 puis dans les années 1985-2005, à charge pour ces nouvelles structures de perpétuer le souvenir et de transmettre aux générations futures. Ce mouvement accompagnera la naissance et le développement du CNRD dont l'organisation s'appuie aujourd'hui encore sur le réseau des dizaines de musées de la Résistance et de la Déportation encore actifs dans toute la France.

30

■ F O C U S LA NAISSANCE DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE (MRN)

Six mois après sa création en 1965, l'Association pour la création d'un musée de la Résistance nationale publie le premier numéro de sa revue Notre Musée. Dans l'article « Que puis-je faire pour aider à l'édification du musée? », David Diamant rappelle que « l'objectif le plus immédiat est de rassembler et de confier au musée tout objet ayant trait aux événements de la Résistance et de l'Occupation ». Rolland Le Moullac poursuit: « Résistants, rescapés des camps de déportation et d'internement, familles de disparus, anciens de la Résistance intérieure, des FTPF, des FFL, des FFC, des FFI, etc. À quelque formation que vous apparteniez, à tous nous disons: vos témoignages oraux, matériels, sont précieux, le pays en a besoin! [...] Notre musée se doit d'être le souvenir de la formation patriotique de jeunes générations; il se doit d'être un musée vivant aux vertus pédagogiques, scientifiques et artistiques. » Georges Marrane, ancien vice-président du Comité parisien de la Libération, est le premier président de l'association. André Tollet, ancien président du CPL, lui succède en 1976. En 1985, après vingt années de collecte, l'association peut inaugurer, en présence d'une foule nombreuse et sous la présidence de Christian Pineau et Henri Noguères, le Musée de la Résistance nationale, dans un ancien hôtel particulier appartenant à la ville de Champigny-sur-Marne. En 2020, le MRN s'est installé sur un nouveau site mis à disposition par le département du Val-de-Marne, plus vaste et en mesure de présenter une exposition permanente totalement renouvelée et modernisée.



Veste d'Émile Denise, déporté à Buchenwald par le convoi du 27 janvier 1944, matricule 44153, libéré le 11 avril 1945 (Musée de la Résistance nationale)

Fusil et calot allemand récupérés et détournés par des résistants français, 1944 (Musée de la Résistance nationale, dons André Noin et Daniel Bourandy)
Le fusil Mauser a été récupéré par un résistant parisien lors des combats de la Libération puis gravé d'une croix de Lorraine et d'un V de la Victoire. Le calot de la Wehrmacht a été pourvu par un résistant du Finistère d'un insigne FFI sur un côté et d'une croix de Lorraine sur l'autre.

TÉMOIGNAGE - « Il faut encore enrichir le fonds du Musée »

« Nous comprenons parfaitement l'attachement sentimental de chacun pour un document qui est un souvenir personnel ou celui d'un parent. Nous comprenons fort bien qu'il s'agit, au fond, d'un sentiment d'attachement à la Résistance mais nous ne saurons cacher que ces rapports, ces tracts, ces objets sont en péril. Non seulement, ils ne servent à rien au fond d'un tiroir, mais ils risquent, un jour, de disparaître entre les mains de descendants qui n'éprouveront pas les mêmes sentiments à l'égard d'un « papier » qui ne les frapperait pas outre mesure.

L'étude de l'histoire, la pérennité du souvenir, la conservation du message de la Résistance y perdraient gros. [...]

Pour être efficaces, au temps de l'action clandestine, nous avons su être réalistes. Que de papiers et d'objets n'avons-nous pas supprimés pour ne pas prêter le flanc à la police. Que de ponts n'avons-nous pas rompus avec des gens qui nous étaient chers, toujours pour assurer l'efficacité de la Résistance.

Servir aujourd'hui, c'est faire connaître, c'est aider à tirer les enseignements de cette période, c'est donc aider le musée qui publie, qui expose et qui propage, c'est aussi par son intermédiaire, aider les historiens à écrire pour la postérité la véritable histoire. »

Appel d'André Tollet dans Notre Musée, n° 83, avril 1981

André Tollet est président du Musée de la Résistance nationale de 1976 à 2001.

« Nous aurons fait quelque chose pour l'homme »

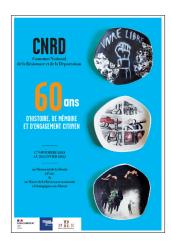
« Qui pourrait songer à donner de cette journée délirante l'expression qui ne la trahirait pas? Au sein même des voix confuses et exaltées de tout un peuple, quelle voix solitaire pourrait s'élever, qui soit sûre de donner son sens à ce grand cri de liberté et de paix? Peut-être, dans le recul du souvenir, sera-t-il possible de choisir, plus tard, au milieu des canons, des sirènes et des cloches, parmi les chants, les drapeaux, les appels et les rires, l'image privilégiée qui ne trahira rien de cet instant. Pour aujourd'hui, il faut se laisser porter et dire seulement cette grande chaleur humaine, cette immense joie pleine de larmes, ce délire qui emplissait Paris. Il n'est pas sûr que la douleur soit forcément solitaire. Mais il est sûr que la joie ne l'est jamais. Hier, c'était la joie de tous. Il faut parler au nom de tous. [...]

L'histoire des hommes est semée de triomphes militaires. Mais jamais peut-être victoire n'aura été saluée par tant de bouches bouleversées. C'est que jamais peut-être une guerre n'a tant menacé l'homme dans ce qu'il a d'irremplaçable, dans sa révolte et dans sa liberté. Si hier était le jour de tous, c'est qu'il était justement le jour de la liberté et que la liberté est à tous les hommes ou à personne.

Pendant cinq années, des millions de combattants ont dû démontrer, au milieu du carnage, qu'il ne se pouvait pas qu'un seul homme prit la liberté pour lui aux dépens de tous les autres. Une fois de plus, il a fallu faire la terrible preuve de cette vérité, comme si l'histoire des hommes n'était que la longue et affreuse histoire de leurs sacrifices pour affirmer sans trêve une liberté sans cesse contestée. [...]

Ceux d'entre nous qui attendent encore et qui pleurent un être cher ne peuvent avoir de place dans cette victoire que si elle justifie ce pour quoi les absents et les disparus ont souffert. Gardons-les près de nous, ne les rendons pas à la solitude définitive qui est celle de la souffrance vaine. Alors seulement, en ce jour bouleversant, nous aurons fait quelque chose pour l'homme. »

Albert Camus, Combat, 9 mai 1945



Le CNRD. 60 ans d'histoire, de mémoire et d'engagement citoyen

Du 17 novembre 2021 au 27 mars 2022, le Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne et le Mémorial de la Shoah à Paris présentent simultanément l'exposition réalisée à la demande du ministère de l'Éducation nationale pour célébrer les 60 ans du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Depuis 2015, le MRN conserve les travaux des lauréats primés au niveau national, dont une partie est présentée sur les deux sites de l'exposition.